



Elections 2020 : L'Alliance Arc En Ciel plaide en faveur de la cause des enfants et jeunes du Burkina Faso

Ceci est une lettre ouverte aux candidats, futurs élus et dirigeants et électrices et électeurs

Prenons des engagements fermes pour des transformations socio politiques en faveur d'un meilleur épanouissement des enfants et jeunes du Burkina Faso, l'avenir de la Nation burkinabè

Votons pour les offres politiques qui placent l'agenda des enfants et des jeunes au cœur des priorités publiques.

Chers citoyennes et citoyens, électrices et électeurs

Chers candidats et partis politiques engagés dans le scrutin cumulé présidentielle- législatives

Notre pays est en train de vivre un des moments les plus importants de son histoire démocratique.

En effet, le 22 novembre 2020, le peuple burkinabè est invité à exercer son droit et devoir citoyen de choisir celui ou celle qui présidera les destinées de notre chère nation pour les cinq années à venir. Parmi les priorités du pays, la question des enfants et jeunes est une problématique centrale, multisectorielle, intersectorielle, touchant les dimensions normatives, institutionnelles et programmatiques. Cet état des choses appelle à l'action, surtout en ces périodes de campagnes électorales, afin que les questions relatives aux enfants et aux jeunes puissent se discuter au cours des débats électoraux et revenir ainsi en bonne position dans l'ordre des priorités de nos futurs élus et enfin guider le choix des électrices et électeurs.

L'ENVIRONNEMENT DES ENFANTS ET DES JEUNES DU BURKINA FASO

La note stratégique sur la protection de l'enfant au Burkina Faso (Unicef 2016) fait le constat amer suivant : 83,6% des enfants sont victimes de violences physiques, (68%) de violences verbales, (18,7%) de violences psychologiques, (18%) de violences sexuelles dont 53,8% s'exerçant en milieu scolaire. Il faut noter que 79 617 vivent avec un handicap, plus de 5700 dans les rues et 610 privés de familles suite à l'abandon par leurs parents, (annuaire statistiques MASSN, 2014). Tous sont doublement exposés ou affectés par les violences, la maltraitance, les discriminations, la négligence et les abus. Selon la même source, une enquête réalisée en 2010 dans 86 exploitations minières artisanales a permis de dénombrer un total de 19 881 enfants travaillant dans les mines. En outre, selon cette même source, on compte chaque année, environ 500 mineurs dont un peu plus de 20% de filles et près d'un millier de femmes en conflit avec la loi, privés de services de justice conformes aux standards.

POUR L'ÉLECTEUR : POUR QUI MON VOTE SERA-T-IL UTILE ?

En se posant une telle question, il ne s'agit pas de se demander pour quel candidat notre vote sera bénéfique, mais plutôt pour qui est-ce que les politiques mises en place par ce candidat le seront ? En d'autres termes, lorsque je vote, est-ce pour mon propre bien, celui de mes parents, de mes enfants ou juste pour que mon candidat gagne ?

Indéniablement, les trois premières options seront celles auxquelles vous répondrez par l'affirmative. **Cependant, la priorité des priorités n'est-elle pas nos enfants et les jeunes ? Ne dit-on pas qu'ils sont l'avenir de la Nation ?**

POUR LE CANDIDAT : QUE DOIS JE PRENDRE EN TERMES D'ENGAGEMENTS ?

Les programmes des candidats ont certes été élaborés, mais il n'en demeure pas moins que le discours public, les déclarations et les annonces constituent une autre forme d'engagement auprès des électeurs. En effet, en parcourant les différentes contrées du pays, en écoutant les populations des villes et des campagnes, il ressort que la problématique de la double crise sécuritaire et humanitaire se conjugue avec le sort des enfants et des jeunes. Cette frange de la population est omniprésente dans toutes les facettes du contexte actuel du Burkina Faso. Alors, chaque offre politique doit impérativement renforcer son articulation avec les enjeux infanto-juvénile pour les cinq ans à venir.

TOP 8 DES DEFIS QUI MENACENT LA VIE, LA SURVIE ET L'AVENIR DES ENFANTS ET JEUNES

L'Alliance Arc En Ciel a identifié les 8 problématiques suivantes comme priorités absolues pour garantir un environnement favorable à l'épanouissement des enfants et jeunes du Burkina Faso à savoir :

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle, toujours prégnante

L'insécurité alimentaire qui touche diverses parties du pays et les différentes crises récurrentes contribuent directement ou indirectement à la détérioration de l'état nutritionnel des plus vulnérables que sont les enfants de moins de cinq ans. Le Burkina Faso connaît une situation d'alerte, avec un Indice de la Faim de 22,2 le plaçant en 65e position parmi 78 pays. En matière d'insécurité alimentaire environ 3,3 millions de personnes y baignent dans une forme aiguë, tandis que plus de 530 500 enfants sont en situation de malnutrition aiguë. Les facteurs aggravants sont le nombre record de plus d'un million de PDIS dont 60% d'enfants avec un pic d'un décès sur 10 000 dans les sites de déplacés de Barsalogo (centre nord) et dans la commune de Gorgadji (sahel). L'impact de la COVID 19 est aussi réel.

La santé sexuelle et reproductive des jeunes, ne progresse pas

La situation de la santé des adolescents et des jeunes est caractérisée essentiellement par des grossesses précoces et non désirées, des avortements provoqués et clandestins, des rapports sexuels précoces et

non protégés, les paternités précoces, le multi partenariat, une prévalence élevée du VIH/SIDA et des IST (0,3% pour le VIH/SIDA chez les jeunes de la tranche d'âge de 15-19 ans et de 0,4% pour le VIH/SIDA chez les jeunes de la tranche d'âge de 20-24 ans selon EDS IV) et des violences diverses. Le phénomène est aggravé l'inadaptation des services de santé aux besoins des adolescents et jeunes, la faible utilisation des méthodes contraceptives et des services de santé par les jeunes. La consommation d'alcool, de drogue et de tabac, substances hautement nuisibles pour la santé, n'épargne pas également cette frange de la population.

Les enfants et jeunes, toujours au piège des violences basées sur le genre

Les violences basées sur le genre (VBG), sont une réalité qui perdure ou se renouvelle depuis des décennies au Burkina Faso. Les couches infanto-juvéniles de la population constituent des catégories particulièrement exposées à ces risques. Ces menaces (mariage d'enfants, viol, traite d'êtres humains, mutilations génitales, trafic d'enfants, harcèlement, etc.) ont la double particularité d'être causées soit par les membres du cercle familial des enfants et jeunes ou provenant des milieux ou lieux de fréquentation en dehors de la sphère familiale. Selon l'UNFPA, plus de la moitié des jeunes filles sont mariées avant leur 18ème année tandis qu'encore 11% des filles de 0 à 14 ans continuent d'être victimes de mutilation génitale féminine. Le taux de violence physique envers les enfants est, selon la dernière étude d'ACC15, de 15,6% pour les enfants de 12 à 17 ans ; ce taux est plus élevé pour les enfants de 0 à 11 ans, avec 24,9% des enfants souffrant de violence physique, tandis que la violence psychologique affecte 25,7% des enfants de 12 à 17 ans, et 27,2% des enfants de 0 à 11 ans.

La route, un espace, source de danger quotidien des enfants et jeunes

Les accidents de la route chez les enfants sont devenus un fardeau de santé publique dans le monde. Toutes les quatre minutes, un enfant perd prématurément la vie, des centaines d'autres sont blessés, pour beaucoup gravement (OMS, 2015). Entre 2006 et 2015, la BNSP a enregistré 5178 enfants de moins de 16 ans victimes d'accidents de la route au Burkina Faso.

Le droit à l'éducation des enfants et jeunes et leur leadership, une quête perpétuelle

Avec une population juvénile qui dépasse 50% de la population générale dont 60 % est analphabète, le Burkina Faso est caractérisé par des besoins accrus en éducation des enfants et jeunes avec près de 20% d'enfants qui ne jouissent pas de leurs droits à l'éducation. Au 6 juin 2019, 2 024 écoles avaient été fermées au Burkina Faso, dont beaucoup avaient été incendiées et le matériel scolaire détruit. Les attaques ont touché 330 000 enfants, les privant d'éducation. Le taux d'abandon scolaire demeure élevé à 30%, tandis que les inégalités entre filles et garçons persistent. La sous-représentation et responsabilisation des jeunes aux sphères de décision est un autre fléau qui perdure.

Le droit à l'Etat civil, premier facteur de protection de l'enfant, encore un mirage

Le Burkina affiche un taux national d'enregistrement des naissances de 77,8% en 2019. Ce qui fait qu'il y a encore des naissances non déclarées (22,2 % d'enfants au Burkina Faso) en raison de l'inaccessibilité des centres d'état civil, le manque de sensibilisation sur l'importance de l'enregistrement des naissances, et le manque de moyens des structures impliquées dans l'inscription à l'état civil avec des disparités entre zones urbaines (96,5%) et rurales (74,7%) et 60% dans la région du Sahel contre 40 % dans l'Est. De façon spécifique, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a noté que, malgré le cadre juridique régissant l'acquisition de la nationalité au Burkina Faso et les efforts du pays

pour enregistrer les naissances, 20 % des enfants ne sont pas enregistrés à la naissance. Ce qui les expose au risque de devenir apatrides et empêche leur accès aux services essentiels.

Le travail et l'exploitation des enfants, une réalité qui perdure

Il ressort des données les plus récentes (Humanium.org) que 1 enfant sur 2 au Burkina est contraint de travailler pour subvenir aux besoins de sa famille. Selon la note stratégique du programme protection de l'enfance 2018-2020 de l'UNICEF, 41% des enfants de 5-18 ans sont en situation de travail infantile dont 37% est impliqué dans des activités économiques dangereuses (carrières, mines artisanales, fabriques artisanales, trafic ou traite des enfants, pornographie, ...).

La rue, malgré le danger, un univers refuge pour des enfants et jeunes en difficultés

Le phénomène des enfants et jeunes en situation de rue, prend de plus en plus d'ampleur et, est de nature à compromettre l'avenir des enfants. Le ministère en charge de l'Action sociale avait recensé en 2002, 2146 enfants vivant en rue, puis 5 721 en 2010 et 9 313 en 2016. En 2018, selon ce ministère plus de 10 000 enfants et jeunes étaient en situation de rue, dont 4226 enfants en situation de mendicité (activité la plus pratiquée) dans les rues, parmi lesquels 10% étaient âgés de 0 à 5 ans avec une tendance haussière.

QUE VEUT L'ALLIANCE ARC EN CIEL EN FAVEUR DES ENFANTS ET JEUNES ?

La mission de l'Alliance est de saisir cette période électorale comme une fenêtre d'opportunités pour, d'une part sensibiliser l'électorat sur le vote utile et d'autre part, influencer les différents candidats pour une mise à l'agenda effective des questions liées aux problèmes des enfants et des jeunes. Notre Alliance interpelle sur l'urgence à agir afin que ces sujets figurent dans le top des priorités des offres politiques et des engagements publics des futurs dirigeants/élus. Déjà, l'Alliance a mené des activités auprès du Conseil Supérieur de la Communication, des réseaux de journalistes, a participé à des programmes Radio et TV et soumis le document à des candidats et partis politiques engagés dans le double scrutin du 22 novembre.

L'interpellation de l'Alliance autour des problématiques prioritaires se décline en 8 doléances :

- **Doléance 1 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle :** Assurer un accroissement du financement endogène de 15% de son niveau actuel pour soutenir les interventions spécifiques et sensibles de nutrition, mettre en priorité absolue la question de la malnutrition des enfants et soutenir les exploitations familiales pour une sécurité alimentaire en milieu urbain et rural
- **Doléance 2 sur la santé sexuelle et reproductive :** Institutionnaliser une éducation sexuelle complète, assurer une accessibilité des méthodes de contraceptions sûres et efficaces, veiller à l'effectivité de la gratuité des services de SSR et des interventions ciblées dans les groupes à risque
- **Doléance 3 sur les violences basées sur le genre :** Renforcer le cadre juridico-répressif des VBG, élaborer et exécuter une stratégie et un plan d'action national pour éliminer la pratique des VBG,

en mettant un accent sur la sensibilisation au niveau des cellules familiales et communautaires avec l'implication des leaders et intégrer les VBG dans les formations ciblées

- **Doléance 4 sur la sécurité routière** : Adopter un plan quinquennal multisectoriel de lutte contre l'insécurité routière avec un programme prioritaire de protection des enfants et scolaires intégrant le code de la route au primaire et le permis de conduire lors examens de rattrapage
- **Doléance 5 sur l'éducation et leadership des jeunes** : Assurer l'effectivité de la gratuité de l'éducation de base, diversifier les offres d'éducation et formation et augmenter les quotas de représentativité des jeunes à des postes de responsabilité et mandats électifs à 30%
- **Doléance 6 sur l'accès à l'Etat civil** : Adopter un plan qui garantit que 100% d'enfants disposent d'actes de naissance et informatiser le système de l'état civil en décentralisant les services pour accroître leur proximité avec le public
- **Doléance 7 sur le travail et l'exploitation des enfants** : Renforcer le cadre politico-légal de protection de l'enfance, augmenter les opportunités économiques, améliorer les systèmes de protection sociale pour les familles vulnérables et renforcer l'employabilité des jeunes
- **Doléance 8 sur les enfants et en situation de rue** : Adopter un plan multisectoriel pour prévenir et répondre à la mendicité, réglementer les écoles coraniques et accompagner le retrait et réinsertion des enfants et jeunes en situation de rue avec extension durable à toutes les régions

Chers citoyennes et citoyens, électrices et électeurs

Chers candidats et partis politiques engagés dans le scrutin cumulé présidentielle- législatives

Améliorer le sort des enfants et des jeunes du Burkina Faso s'avère une impérieuse nécessité de nos jours avec le contexte ambiant qui expose les couches vulnérables à des fléaux comme l'extrémisme violent et autres méfaits.

Tout est encore possible et le leadership de nos futurs dirigeants sur ces questions fera la différence. Alors, encourageons plus d'engagements en faveur de la cause des enfants et des jeunes.

Réservez nos voix aux champions de l'avenir et du devenir de enfants et jeunes du Burkina Faso

Pour plus d'informations, consulter le cahier de doléances de l'Alliance Arc En Ciel sur : www.fasoneema.bf

Ouaga le 12 Novembre 2020.

Les organisations membres de l'Alliance Arc En Ciel :



Association
Burkinabè pour le
Bien Être Familial
BURKINA FASO





CONTACTS :

Coordonnateur de la campagne : SEBRE ABOUBAKAR SG de Faso Neema

Tel: **70 40 84 82** / Whatsapp: **76 60 90 54/ 70 25 15 94**

Email : fasoneemabf@gmail.com

Chargé du plaidoyer de l'Alliance : **74274747**

Chargé des relations médias : **78 39 52 75**

Chargée de la mobilisation : **70 36 83 16**

Facebook: <https://www.facebook.com/faso.neema>

Site web: www.fasoneema.bf